

Le rapatriement des prisonniers et déportés *

par M. Henri FRENAY

Compagnon de la Libération, ancien ministre

Lorsqu'il m'a été demandé de faire l'exposé introductif aux communications qui vont suivre, il m'a semblé naturel d'essayer de restituer brièvement devant vous ce que furent le climat et le cadre dans lesquels œuvra le corps du rapatriement des prisonniers et déportés dont il vous sera parlé tout à l'heure.

Je suis obligé de vous demander de faire effort pour me suivre dans un retour en arrière jusqu'au début du mois de novembre 1943, il y a quarante-deux ans maintenant.

La scène se passe à Alger. Le Comité Français de Libération Nationale, qui a succédé à la France Libre, va être modifié.

J'étais arrivé de France et devais y retourner. Le général de Gaulle me fait venir et me dit : « Frenay, j'ai besoin de vous. »

J'ai attendu qu'il me dise pourquoi :

« Eh bien voilà, je voudrais vous confier une tâche d'importance nationale. »

C'était flatteur, j'attendais toujours.

« Je voudrais que vous vous occupiez des prisonniers, déportés et réfugiés dans le cadre du C.F.L.N. »

Je dois dire que je ne m'y attendais pas. Il m'explique alors en quoi cela consistait, c'est-à-dire qu'une fois la France libérée, puis après la victoire, faire rentrer tous ces hommes et toutes ces femmes dans leur foyer qu'ils avaient quitté souvent dans des conditions tragiques.

J'ai longtemps hésité, et finalement accepté.

* Allocution prononcée à la séance du 26 octobre 1985 de la Société française d'histoire de la médecine.

J'ai accepté sans savoir vraiment ce qui m'attendait. Le courage est souvent fait d'inconscience.

On ne connaissait pas le nombre de ceux qui allaient devenir mes ressortissants. Prisonniers, on le savait à peu près ; déportés, on ne le savait pas du tout ; travailleurs en Allemagne, pas davantage. Pour faire la bonne dose, on a ajouté les étrangers qui se trouvaient en France et que j'aurais à renvoyer chez eux.

Je ne le savais pas, mais j'allais l'apprendre à l'usage. Il y avait 950 000 prisonniers de guerre, 700 000 travailleurs en Allemagne, soit au titre du volontariat, soit au titre du S.T.O. (1), il y avait 200 000 déportés, dont l'écrasante majorité ne reviendra pas, il y avait enfin 2 500 000 réfugiés, dont beaucoup d'entre eux vivaient dans des ruines. Tous avaient été chassés de leur domicile d'une manière ou d'une autre. Il m'incombait de les ramener tous chez eux.

Lorsque je suis sorti de chez de Gaulle, de la villa des Glycines, j'étais le Ministère à moi tout seul, sans un bureau, sans une secrétaire.

Tout était à faire et l'on a essayé de le faire.

Je centrerai mon propos non pas sur l'ensemble du Ministère, ce qui nous entraînerait trop loin ; je ne vous parlerai pas des difficultés pour créer une administration tout entière, à Alger puis en France, pour apporter une aide immédiate aux prisonniers dans leurs camps, pour nous occuper de ces 2 500 000 réfugiés dès notre retour en France, problème important qui allait absorber 45 % du budget du Ministère, ce n'était pas rien ; ni de l'arsenal législatif qu'il a fallu préparer pour que cette masse d'hommes et de femmes puisse réintégrer le tissu de la nation sans subir de trop lourds dommages et parfois même pour réparer ces dommages ou ces handicaps.

C'est ce que nous avons fait.

ALGER 1943

Un groupe d'hommes et de femmes ont bien voulu se joindre à moi et nous avons étudié le problème de plus près. Nous nous sommes aperçus qu'il ne comportait pratiquement que des inconnues. On ne connaissait pas, je l'ai dit tout à l'heure, la localisation de ceux que nous devions ramener chez eux ; nous ne savions pas quand nous serions à pied d'œuvre en France, nous ne savions pas comment et quand la France serait libérée, nous ne savions pas comment et quand l'Allemagne serait conquise. Cependant, il fallait faire un plan, arrêter une politique, une méthode.

Sur la base de certaines hypothèses qui allaient ou non se vérifier, nous avons donc établi ce plan en rapport étroit avec l'Etat-Major allié qui, évidemment, allait libérer nos prisonniers et nos déportés, en priant le

(1) S.T.O. = Service du travail obligatoire.

Seigneur que l'état dans lequel nous trouverions la France, et ensuite l'Allemagne, nous permette de remplir notre tâche.

J'ai décidé, dès Alger, de créer un corps du rapatriement, c'est-à-dire des hommes et des femmes à qui l'on donnerait des grades d'assimilation et qui seraient placés à tous les niveaux du commandement allié, depuis le général Eisenhower jusqu'à l'Etat-Major de division. Ainsi seraient appréhendés le plus tôt possible les masses de prisonniers libérés, rassemblés et orientés vers des centres de rapatriement aux frontières. Là seraient identifiés, triés, soignés les arrivants. Enfin l'accueil au département qui, lui, devait être le plus chaleureux possible pour que ces hommes ne retrouvent pas simplement une administration nécessairement rigide et austère, mais le cœur de la France.

Après des mois d'études, serrées, détaillées, j'ai rassemblé la presse à Alger ; c'était en juin 1944, après le débarquement en Normandie, et j'ai dit :

« Il y a de grandes chances que nous soyons à même de ramener d'Allemagne les prisonniers et les déportés dans un délai d'environ 100 jours. »

C'était un pari quelque peu audacieux. Nous avons essayé de le tenir.

Le 31 août 1944, le C.F.L.N. dont je faisais partie, devenu le Gouvernement provisoire de la République française, arrive à Cherbourg, débarquant du croiseur « Jeanne-d'Arc ».

Le 1^{er} septembre, nous sommes à Paris, moi-même, comme mes collègues, le cœur plein de joie, mais moi un peu angoissé, me disant : « Maintenant nous voici au pied du mur, il ne s'agit plus de faire un plan, il s'agit de le mettre à exécution. »

Imaginez les problèmes posés pour recruter tout un ministère : le corps de rapatriement à lui seul allait comprendre 13 000 hommes. Dans un ministère nécessairement éphémère — il dura 2 ans — on ne faisait pas carrière, on ne se bousculait donc pas au portillon, sauf les généreux et les grands cœurs, mais ils sont moins nombreux qu'on ne le souhaite.

Un ministère qui n'avait rien en propre, car tout dépendait des autres : la santé, du Ministère de la Santé ; les transports, du Ministère des Transports, etc. ; et il fallait coordonner tout cela, à un moment où ces ministères manquaient eux-mêmes de moyens pour remplir la tâche qui leur était confiée et la bataille continuait sur le sol de France.

Pour rapatrier, en tout cas, il fallait des transports.

J'ai pensé en premier lieu, vous l'imaginez, au plus rapide de tous : l'aviation. J'ai contacté l'Etat-Major allié qui ne voulait rien promettre. « C'est la guerre, priorité à la guerre ! », disait-il.

Je n'ai pu que m'incliner ; donc, le transport serait ferroviaire. Je ne pouvais faire autrement.

Alors, ce fut à un travail acharné que se sont livrés ceux qui sont venus à moi, et il y en a dans cette salle.

Le corps de rapatriement, je vous l'ai dit, comprenait 13 700 officiers ou assimilés, pour la plupart d'entre eux, à des grades très supérieurs à ceux qu'ils avaient dans les registres militaires : Bourgeois fut médecin-colonel, alors qu'il était capitaine ; il y avait deux généraux à deux étoiles, ils n'étaient même pas capitaines. C'étaient là des grades provisoires.

Parmi ces 13 700 officiers de rapatriement, 2 000 médecins ; ce n'était pas rien !

Une ligne de centres de rapatriement fut constituée de Dunkerque jusqu'à Villefranche et Marseille, prêts à recevoir là où il se présenterait — et nous ne savions ni où, ni comment, ni quand — le flot des 1 850 000 compatriotes qui se trouvaient en Allemagne.

Alors, on a créé vingt centres de rapatriement pour essayer, premièrement, de dépister les indésirables : S.S. et miliciens. Dans la mesure du possible, les identifier et les appréhender.

Enfin, il fallait acheminer tous ces rapatriés jusque chez eux, avec carte d'identité, colis, vivres et un peu d'argent.

Ces vingt centres étaient constitués pour cela, mais surtout pour un examen de santé dont il vous sera parlé tout à l'heure. Le typhus sévissait en Allemagne.

Enfin, nous avons créé dans les départements français 432 centres d'accueil pour lesquels nous avons fait appel aux associations, telles que la Fédération des prisonniers de guerre, la Croix-Rouge française, le Secours Catholique et beaucoup d'autres.

Pourquoi ?

Parce qu'en effet, il convenait que ce ne soient pas seulement des fonctionnaires qui les accueillent, mais que ce soient la France et les Français avec la chaleur qui leur était due.

Voici donc ce que nous avons fait jusqu'au 6 mars 1945. Il n'y avait pas tellement longtemps que nous étions en place, moi dans mon bureau de l'avenue Foch, lorsque le Secrétaire général de mon Ministère m'annonce : « Monsieur le Ministre, le premier prisonnier vient de se présenter à Longuillon. »

Je ne sais pas si c'est la joie ou l'angoisse qui me saisirent à ce moment-là. L'heure de vérité sonnait !

Que valait ce plan que nous avons fait dans l'abstrait, comment allait-il résister à l'épreuve des faits ?

Eh bien, allons tout de suite au but : à quelques dizaines de jours près, et exception faite pour certaines catégories, notamment les Alsaciens, les Lorrains incorporés de force dans la Wehrmacht et qui se trouvaient à l'Est,

prisonniers des Soviets, globalement nous avons rempli notre contrat et même réussi quelques « coups » imprévus.

Par l'intermédiaire de la Croix-Rouge internationale, présidée à l'époque par Karl Burkhart, j'étais entré en rapport avec Himmler, le grand patron des S.S. en Allemagne. Nous avons obtenu, avant même l'armistice de mai 1945, le rapatriement des femmes de Ravensbrück : plusieurs convois sont rentrés avant que la guerre ne soit terminée. Par ailleurs, nous savions quel était le flot des prisonniers et des déportés qui refluait vers l'Ouest, fuyant l'armée Rouge. Nous avons pu faire passer en Allemagne, par la Suisse, des convois de camions (peints en blanc pour échapper aux bombardements des Alliés) et qui, sur les routes, avec médecins, infirmiers, vivres, ému. Des hommes ont été ainsi sauvés.

Tout compte fait, après quarante années écoulées, je considère que le bilan de notre ministère a été globalement positif ; le général de Gaulle m'a d'ailleurs écrit en son temps, qualifiant notre travail de réussite. J'en fus heureux et fier.

Maintenant, pour ouvrir notre débat, je voudrais affirmer devant vous que l'ensemble du Corps médical français a joué non seulement à l'intérieur de mon ministère, mais à l'extérieur, un rôle extrêmement important :

D'abord le concours, l'aide que nous avons trouvés auprès du Ministère de la Santé de l'époque, et plus particulièrement d'un homme que j'ai personnellement beaucoup apprécié : le Dr Aujaleu ; peut-être ce nom est-il familier à un certain nombre d'entre vous ? Au Ministère des Armées, beaucoup nous ont aidés, sans compter ceux qui étaient dans la bataille : vous en avez été le témoin je crois, mon Général, mais, en ce qui concerne les rapports avec ce ministère, je ne citerai qu'un seul nom, en m'adressant à tous les autres en même temps : le Médecin-Colonel De Benedetti.

A l'intérieur de mon ministère, le service de santé, du rapatriement, était dirigé par mon ami, le Pr Pierre Bourgeois. Je renouvelle, quarante ans plus tard, à lui et à toute son équipe — et je pense qu'on pourrait presque dire au nom du Pays, sans gonfler les mots — notre très sincère reconnaissance pour les services éminents qu'ils nous ont rendus.

**Alain
BRIEUX**

48, rue Jacob
75006 PARIS
Tél. 42.60.21.98

**LIVRES
ET
INSTRUMENTS
SCIENTIFIQUES
ET
MÉDICAUX
ANCIENS**

ACHAT - VENTE
EXPERTISE - PARTAGES